

Extrait du La Cliothèque

<http://clio-cr.clionautes.org/les-enjeux-geopolitiques-du-viet-nam.html>

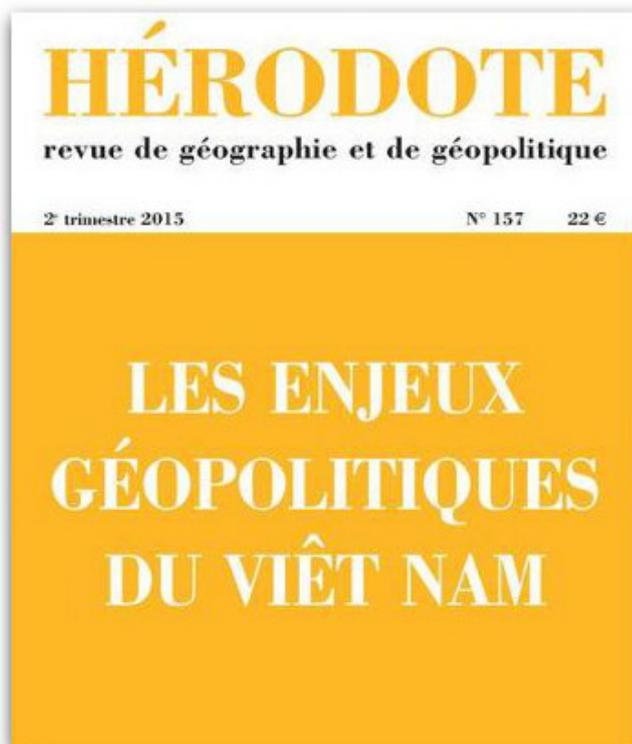
Hérodote - 2e trimestre 2015

Les enjeux géopolitiques du Viet Nam

- Service de presse - Géographie - Géopolitique -

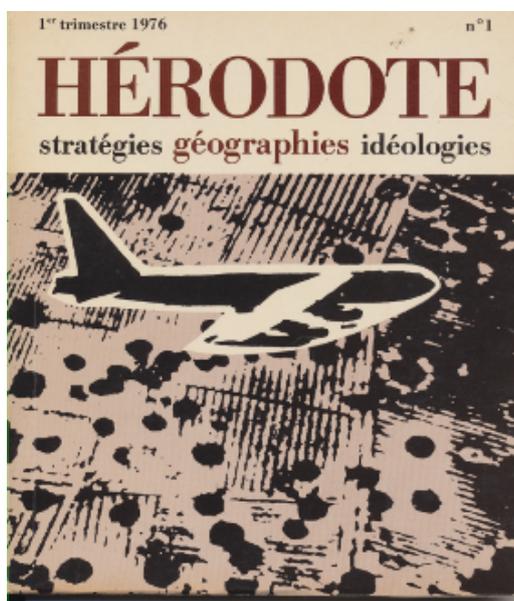
Date de mise en ligne : vendredi 26 juin 2015

Copyright © La Cliothèque - Tous droits réservés



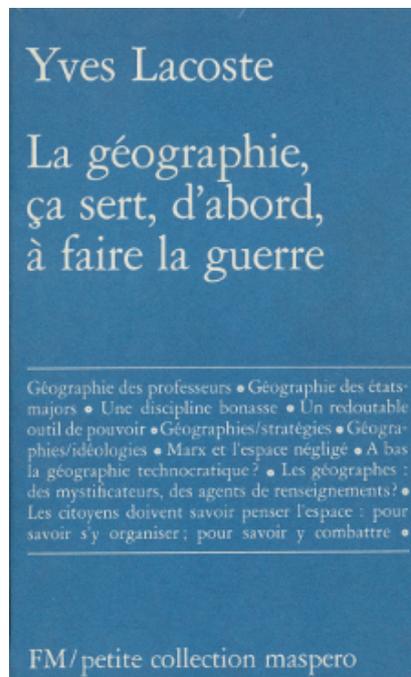
C'est avec beaucoup d'émotion que je commence aujourd'hui cette recension du numéro 157 de la revue « Hérodote », revue de géographie et de géopolitique, consacré aux « enjeux géopolitiques du Vietnam ». Très modestement je souhaiterais répondre à l'avant-propos de la codirectrice de la revue, **Béatrice Giblin**, qui, associée à Yves Lacoste, a permis à toute une génération d'historiens géographes de s'initier à la géopolitique.

Dans cet avant-propos Béatrice Giblin, qui rend hommage à l'éditeur **François Maspero**, disparu le 11 avril 2015, rappelle les conditions de la naissance de la revue « Hérodote ». Au moment où j'écris ces lignes, je viens de poser sur ma table de travail ces deux ouvrages, le premier numéro de la revue, publiée pour le premier trimestre 1976, portant en sous-titre cette mention : « stratégies - géographies - idéologies ».



Et puis je suis allé chercher dans un des rayons de ma bibliothèque ce petit ouvrage bleu, lui aussi publié en 1976, dans la petite collection Maspero. « *La géographie, ça sert, d'abord à faire la guerre* ». J'avais acheté alors ces deux ouvrages, rue de l'université à Montpellier, dans cette librairie Maspero, rue de l'université, presque en face du Rectorat. C'était il y a presque 40 ans !

Les Clionautes ont eu l'immense honneur de recevoir Yves Lacoste pour leur première participation au salon du livre des sciences humaines. [Yves Lacoste et les Clionautes](#)



Béatrice Giblin présente ce numéro consacré au Vietnam en faisant référence aux relations singulières, que les Français peuvent avoir avec l'un des trois états de l'ancienne Indochine française. Du respect, de la curiosité, et parfois même une certaine admiration. Peut-être y a-t-il quelques traces encore dans l'inconscient collectif de ce discours de Phnom-Penh de 1966. Le général de Gaulle avait cette intuition selon laquelle, malgré l'ampleur des moyens déployés par les États-Unis contre le pays voisin du Cambodge, le Vietnam parviendrait à trouver la voie vers son unité et son indépendance. L'armée vietnamienne a été victorieuse de force qui lui était très largement supérieures : la France pendant la guerre d'Indochine, les États-Unis qui ont fait le choix d'étendre le conflit du Vietnam, au Cambodge au Laos, et enfin de la Chine lors d'une longue guerre larvée de près de 10 ans, entre 1979 et 1989.

La configuration générale de l'Asie du Sud-Est a été profondément modifiée et deux pays, la Chine tout d'abord, à partir de 1978, avec les quatre modernisations initiées par Xiaoping, et le Vietnam à partir de 1986, avec le Doi Moi, le renouveau, y occupent une place éminente. Mais ces deux entités historiques, l'empire du milieu (la Chine) et l'empire de Hué (Vietnam), même si elles adoptent actuellement une démarche économique libérale, sont aussi, et à l'échelle de l'histoire, multiséculaire, très clairement rivales. Il suffit de parler des mers qui bordent ces deux pays : mer de Chine méridionale, ou mer d'Orient, désignent cette étendue où les marines s'affrontent, se livrent à une sorte de guerre des nerfs, tandis que tous les états d'Asie du Sud-Est cherchent à s'appropriier des points d'appui terrestres permettant de justifier une volonté d'appropriation de zones maritimes présumées riches en ressources de toute nature.

Dans les rivalités actuelles qui opposent Ho-Chi-Minh-Ville à Pékin, il ne s'agit pas simplement de rivalités liées à des ressources. Depuis la première intervention militaire vietnamienne qui a mis fin au règne des Khmers rouges en 1979, et la guerre sino-vietnamienne qui s'en est suivie, ce sont bien les questions d'indépendance nationale, de souveraineté, de maîtrise des territoires, qui sont les motivations premières de ces tensions.

Béatrice Giblin affirme d'ailleurs que pour le Vietnam, la Chine trop puissante pour s'y opposer frontalement et trop menaçante pour lui laisser les mains libres là où se trouvent les îles Paracels et Spratleys. Les dirigeants vietnamiens ont parfaitement compris que le maintien de leur indépendance passait par la voie du renouveau économique, par la libéralisation, tout en maintenant un contrôle effectif sur l'organisation de la société. Les problématiques qui affectent la Chine sont d'ailleurs de même nature et c'est d'ailleurs ce que développe dans le premier article de ce numéro **Benoît de Tréglodé** qui rappelle qu'au Vietnam, malgré la démarche de modernisation entreprise à partir de 1986, il est toujours question de maintenir, grâce au parti et à l'armée, l'emprise politique sur le pays. Contrairement à ce que l'on pourrait croire la crise du politique vient du développement d'une cyber dissidence qui brocarde les dirigeants actuels du pays tandis que les historiques sont presque tous décédés. Le discours politique du parti communiste vietnamien ne tourne plus qu'autour de l'héritage historique de la nation et les références aux discours d'inspiration marxiste se font de plus en plus rares. L'auteur de cet article explique d'ailleurs comment la société civile vietnamienne parvient à s'adapter, par cette culture du compromis et la recherche du consensus interne, à une logique bureaucratique qui n'est pas aussi rigide que ce que l'on croit. Par contre on a pu assister à un renforcement des instruments de contrôle, davantage par des instances professionnelles sous contrôle de l'État que par des cellules du parti tandis que l'armée apparaît comme le recours ultime contre la contestation politique. Composée par 420 000 militaires, essentiellement des appelés du contingent, faiblement qualifiés et peu entraînés, cette armée qui bénéficie d'un certain prestige dans la population est bien loin de ressembler à l'instrument militaire d'une grande puissance.

L'autre structure de contrôle et le ministère de la sécurité publique et les services de renseignement qui ont développé à l'ensemble du pays un réseau d'agents permettant d'exercer une répression plutôt discrète contre les « abus de liberté d'expression », des blogueurs, de responsables religieux, d'activistes catholiques des droits fonciers, de protestants de la minorité ethnique des hauts plateaux, et de bouddhistes zen.

Parmi les formes de régulation sociale l'auteur de l'article évoque, et c'est tout à fait révélateur : « le nouvel équilibre par la corruption ». Celle-ci se développe à tous les niveaux, elle constitue une forme d'ascenseur social que la population dans sa grande majorité semble pour l'instant cautionner.

Mais elle n'a pas vraiment le choix !

La géopolitique vietnamienne vue de l'Eurasie : quelle leçon de la troisième guerre d'Indochine pour aujourd'hui ?

Cet article de **Cristopher Gosha**, revient sur le débat historiographique qui oppose les nord-américains sur la légitimité de la guerre du Vietnam. L'intervention américaine à partir du début des années 60 a opposé les « orthodoxes » aux « révisionnistes », surtout dans les années 80 marquées par la présidence de Reagan. Les adversaires à l'intervention des États-Unis en Indochine expliquaient que cette péninsule n'avait pas d'intérêt géopolitique suffisant. En faisant appel aux spécialistes de l'histoire globale, l'auteur montre que l'élargissement du prisme, de l'occidentalo-centrisme à l'Eurasiatisme, avec une autre approche chronologique, permettait de redonner à la péninsule indochinoise en général et au Vietnam en particulier, en raison de son poids démographique et de la longueur de ses côtes, une importance géopolitique majeure. Ce petit pays reste encore très important, non seulement pour les États-Unis, qui ont rétabli au milieu des années 90 les relations diplomatiques avec l'ancien ennemi, mais aussi pour les Russes, les Chinois, les Japonais, et même les Indiens.

Dès les débuts de la guerre d'Indochine, et surtout après la conférence de Genève en 1954, les communistes vietnamiens ont voulu voir se constituer des états souverains frères au Cambodge comme au Laos. Pour les Cambodgiens, et notamment les Khmers rouges, comme pour les Chinois, cette volonté de voir se constituer une zone d'influence vietnamienne sur la péninsule indochinoise apparaissait comme une volonté de mettre en oeuvre « la doctrine Brejnev de la souveraineté limitée » en Asie. Dans cet article on revient, et cela peut sembler étonnant, sur les conséquences de l'intervention soviétique contre le Printemps de Prague en août 1968. Pour les dirigeants chinois cela constitue une volonté hégémonique de la part des soviétiques sur l'ensemble du bloc communiste, ce qui a des conséquences dans le soutien que Pékin apporte, - et par contre-coup, à Moscou - aux nord-vietnamiens engagés alors dans une série d'offensives contre la présence américaine.

C'est quand même dans ce contexte qu'on a vu de très violents affrontements de mars 1969 entre les troupes chinoises et soviétiques, et même si la confrontation a été brève, des armes nucléaires quand même été pré-positionnées, ce qui ouvre la voie à une réorientation de la politique étrangère chinoise qui conduit au voyage historique de Nixon en Chine. Les dirigeants chinois incitent les nord-vietnamiens entamer des négociations avec les États-Unis tandis que les soviétiques renforcent leur assistance militaire à partir de 1972 et jusqu'au printemps 1975 pour venir à bout d'une armée sud vietnamienne qui ne parvenait plus à faire face avec le désengagement des États-Unis à partir de 1973.

Les États-Unis, et notamment Kissinger, avaient très vite compris comment la tentation vietnamienne de l'hégémonie sur la

péninsule pouvait être exploitée, ce qui explique la bienveillance avec laquelle le régime des Khmers rouges, de 1975 à 1979 a pu être considéré à la fois par la Chine, mais aussi, après l'invasion vietnamienne, par les États-Unis. C'est quand même des Khmers rouges qui ont assuré la représentation diplomatique du Cambodge aux Nations unies à partir de 1979, puisque le gouvernement pro vietnamien de Hun Sen n'était reconnu que par les pays du bloc soviétique.

Ce sont les actes agressifs des Khmers rouges sur le flanc sud oriental du Vietnam, à partir de 1977, qui ont déclenché cet engrenage qui a conduit à une véritable guerre indirecte, par Khmers rouges et vietnamiens interposés, entre l'Union soviétique et la Chine. Cette dernière reçoit également le soutien des États-Unis. Deng Xiaoping, début 1979, aurait obtenu l'aval du président Carter, pour « donner une leçon Vietnam, et le punir d'avoir envahi le Cambodge ».

C'est une guerre de 10 ans qui commence alors, elle oppose des pays communistes entre eux, ce qui remet en cause d'après l'auteur le schéma occidental de la guerre froide. Il va même jusqu'à dire que celle-ci se serait terminée en réalité en 1979, 10 ans avant 1989 ! Encore une fois l'auteur fait appel à la géo histoire et l'histoire globale pour appuyer sa thèse. S'il rappelle, avec juste raison, que c'est le voyage historique, encore un ! de Mikhaïl Gorbatchev à Pékin, en mai 1989, au moment où on lie les événements de Tiananmen, qui met fin à cette guerre en Asie, ils n'hésitent pas à rappeler que le Vietnam, depuis le XVe siècle, et le repli de la Chine sur elle-même, après son expansion, se trouve finalement au carrefour de cette concurrence maritime des états empires. Et c'est ce qui lui donne son importance géopolitique aujourd'hui. Les dirigeants communistes vietnamiens, - mais sont-ils encore communistes ? S'ils n'ont jamais été - , jouent parfaitement aujourd'hui de cette position privilégiée. La base de Cam Ranh, dans le sud du Vietnam, a une importance stratégique majeure, pour les Russes, avant leur échec de 1905 contre le Japon, pour les Français bien sûr pendant la période indochinoise, pour les Japonais qui s'en servent de point d'appui pour attaquer l'Asie du Sud-Est en 1942, pour les États-Unis qui s'y installent pendant la guerre du Vietnam, et pour les soviétiques qui y constituent l'une des bases du renouveau de leur marine, à partir de 1975. Les États-Unis envisageaient d'ailleurs de s'y réinstaller ou du moins d'en faire escale, pour faire pièce à l'expansion navale chinoise et à la stratégie du collier de perles de Pékin. Les tensions actuelles entre Washington et Moscou ont d'ailleurs conduit les États-Unis à exercer une pression directe contre le Vietnam à propos de cette base qui sert de point d'appui à des bombardiers stratégiques russes qui exercent une surveillance dans la région.

Le Figaro - 11 mars 2015.

Les Etats-Unis ont demandé au gouvernement de Hanoï de ne plus laisser les militaires russes utiliser la base militaire de la baie de Cam Ranh, dans le sud du Viêt Nam, pour le ravitaillement de ses bombardiers stratégiques qui ont intensifié ces derniers mois leurs vols dans la région Asie-Pacifique.

Un responsable du Pentagone, qui a requis l'anonymat, a précisé que Washington respectait le droit des Vietnamiens à entretenir des relations avec qui ils l'entendent. "Toutefois, a-t-il souligné, il faut s'assurer que la Russie n'utilise pas la base de la baie de Cam Ranh pour mener des activités qui font monter la tension dans la région".

Le Figaro - 11 mars 2015.

Nathalie Fau : La maritimisation de l'économie vietnamienne

Le Vietnam dispose d'une exceptionnelle longueur de côtes largement ouvertes sur une mer que ses habitants appellent la mer d'Orient, mais que le voisin chinois appelle très logiquement : « mer de Chine méridionale ». Face au Japon, le problème d'ailleurs le même, avec la « mer de Chine », que les Japonais appellent, en toute logique : « mer du Japon ».

En mai 2014, des confrontations violentes ont eu lieu à propos de l'installation d'une plate-forme de forage chinoise et un violent sentiment anti chinois s'est développé au Vietnam. Les relations se sont apaisées depuis, mais les tensions demeurent.

La maritimisation de l'économie vietnamienne est finalement assez récente. Elle n'est pas véritablement de la tradition d'un pays qui a eu, traditionnellement à se défendre contre des adversaires venus du nord, ou de l'Ouest. Le Vietnam dispose de 3260 km de littoral, de la frontière chinoise la frontière cambodgienne et d'une zone économique exclusive évaluée à plus de 700 000 km². Depuis 2007, le bureau politique du parti communiste vietnamien a mis l'accent sur une expansion maritime, celle-ci se heurte tout naturellement à des ambitions chinoises clairement affirmées.

Au-delà de la pêche hauturière, ce sont bien les ressources en pétrole offshore, actuellement exploité et surtout potentielles, qui préoccupent les dirigeants vietnamiens. En termes de réserves pétrolières il semblerait qu'elles se situent à 4,4 milliards de barils en 2013 et il semblerait que pour le gaz naturel un potentiel de 700 milliards de mètres cubes soit exploitable.

Le Vietnam a cherché à développer des accords de partenariat avec des compagnies pétrolières étrangères, mais celles-ci sont assez réticentes à investir dans des zones qui sont disputées par la Chine. Les pressions et menaces de rétorsion de Pékin sont d'ailleurs assez dissuasives.

En l'état actuel des choses, pour ce qui concerne la politique d'insertion dans le trafic maritime mondial, notamment avec les conteneurs, les résultats semblent assez médiocres. Paradoxalement, alors que le Vietnam était privé de port en eau profonde, il est actuellement en surcapacité, ce qui induit une concurrence interne, et une utilisation du port de Cay Lan de moins de 20 %.

Pour autant des perspectives existe pour la partie nord du pays, notamment avec le développement des pays voisins. La défense d'un espace maritime étendu a conduit l'armée populaire du Vietnam entamer un programme de modernisation de ses capacités militaires maritimes. Des partenariats stratégiques traditionnels ont été renforcés avec la Russie mais un partenariat stratégique a été également signé avec l'Inde en juillet 2007. Des exercices militaires conjoints ont lieu entre les deux marines, des échanges commerciaux bilatéraux dans le domaine de l'armement ont été signés et il existe une coopération dans la construction de navires de sous-marins destinés à la marine vietnamienne entre les deux pays. En octobre 2014 le gouvernement indien a même accordé au Vietnam une ligne de crédit de 100 millions de dollars pour des achats d'équipement militaire. Le Japon s'est même engagé en 2014 à vendre Vietnam six navires patrouilleurs et en octobre 2014 les États-Unis ont annoncé la levée partielle de l'embargo sur la vente d'armes létales notamment celle destinée à des fins de sécurité maritime. On comprend bien, que pour les États-Unis, cela s'inscrit dans une logique de riposte à la stratégie de développement chinoise.

Sophie Boisseau du Rocher est chercheur associé au centre Asie de l'institut français de relations internationales. Elle présente *les relations entre le Vietnam et l'association des nations du sud-est asiatique*, l'Asean, un groupe de pays qui avaient été constitué au moment de la guerre du Vietnam pour lutter contre la « menace » du Nord Vietnam sur les pays alliés des États-Unis. Pourtant, et depuis l'unification, cela fait déjà 20 ans que le pays fait partie de cette association. Les dirigeants vietnamiens participent de la dynamique régionale de l'Asean, et l'association lui permet un élargissement de son champ diplomatique. Par contre, et cela constitue une sorte de déconvenue, l'Asean n'a pas pris fait et cause pour le Vietnam dans la défense de ses intérêts en mer de l'Est, face à la Chine, évidemment.

Pourtant le processus d'adhésion du Vietnam à l'Asean a été très précoce, mais le coup d'accélérateur a été donné par la libéralisation de l'économie, avec le Doi Moi. C'est à partir de 1995 que le processus est accéléré, l'Asean s'est d'ailleurs élargie ensuite à la Birmanie et au Laos en 1997, au Cambodge en 1999. Très clairement d'après l'auteur de cet article la participation à l'association est un atout de développement pour le Vietnam même si, et cela demeure centrale dans les préoccupations des dirigeants de Hanoi, la question des relations avec la Chine suscite toujours des tensions.

On lira avec beaucoup d'attention le témoignage de **Claude Blanchemaison**, ambassadeur Vietnam pendant la période 1989-1993, dans un entretien réalisé par **Jean-Luc Racine**. Les dirigeants vietnamiens n'ont pas été indifférence qui se passaient sur la place Tiananmen à Pékin, et l'ancien ambassadeur raconte comment le général Giap, alors vice-premier ministre, percevait la situation. Le vainqueur de Dien-Bien-Phu est présenté comme un parfait francophone, ancien professeur d'histoire, il avait parfaitement compris l'intérêt qu'il pouvait trouver, alors que les États-Unis maintenaient encore un embargo sur le Vietnam, à un rapprochement avec la France. Ce témoignage est extrêmement intéressant car l'ancien ambassadeur montre que des pistes très prometteuses ont été ouvertes, jusqu'en 1993 avec la visite d'État de François Mitterrand à Hanoi. Il faut tout de même noter lorsque l'on voit les résultats du commerce extérieur de la France avec ce pays, que le monde économique français n'a peut-être pas exploité toutes les perspectives qui avaient été ouvertes.

<http://www.ambafrance-vn.org/Relations-economiques-franco>

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/vietnam>

Pierre Grosser pose une question qui peut sembler paradoxale pour ouvrir son article : « **le Vietnam sera-t-il le meilleur allié des États-Unis en Asie ?** ». Le chemin parcouru depuis l'évacuation dramatique de Saïgon par les États-Unis en 1975 et depuis la normalisation de 1995 apparaît comme impressionnant.

Comme les précédents auteurs cités dans cette recension, Pierre Grosser revient sur les fondamentaux de la démarche chinoise qui vise à instaurer en Asie un ordre « sino-centré ».

Cette réflexion n'est pas seulement chinoise, et ce discours « asiatiste » commencent à se développer aux États-Unis comme en Grande-Bretagne avec les chercheurs David Kang et Barry Buzan.

La rivalité entre la Chine et les États-Unis portent sur la nature de l'ordre en Asie et sur la puissance hégémonique qui assurerait cet ordre. Pour les États-Unis il est clair que cela ne peut pas être la Chine dont il faut limiter les prétentions. Le japonais sont entrés en guerre contre cette prétention des États-Unis, et les États-Unis sont également entrés en guerre contre la prétention japonaise à la création d'une sphère de cours prospérité asiatique. Aujourd'hui le discours du président Xi Jinping sur « l'Asie aux Asiatiques », rappelle de très mauvais souvenirs. La normalisation des relations des États-Unis avec le Vietnam est donc un effet mécanique. Paradoxalement ce sont les républicains, les partisans d'un interventionnisme musclé qui poussent le plus à une

collaboration, y compris militaire, avec le Vietnam. Pour les dirigeants de l'Hanoi, même si tous les investissements sont bons à prendre, le réalisme prévaut. Le maintien des relations avec la Russie dans le domaine des équipements militaires et prédominants et finalement les vietnamiens ne veulent pas être trop dépendant d'un allié. Cela rejoint l'histoire multiséculaire des relations entre la Chine et le Vietnam, qui sont finalement condamnés à vivre ensemble, et qui doivent trouver, en permanence, un terrain d'entente. Un rapprochement avec les États-Unis est une façon pour les dirigeants de Hanoi de marquer leur indépendance, mais dans le même temps, on maintient des relations avec la Chine, tout en continuant des acquisitions de sous-marins auprès des chantiers navals russes.

Cette diplomatie tous azimuts est extrêmement habile, et vise à assurer au Vietnam une place centrale de puissance régionale en Asie du Sud-Est, ce qui devrait, d'après l'auteur, limiter l'impact d'un rapprochement « trop visible » entre Washington et Hanoi.

Le sommaire de ce numéro

- Avant-propos, Béatrice Giblin. « Éditorial, Béatrice Giblin. » Viêt Nam, le Parti, l'armée et le peuple : maintenir l'emprise politique à l'heure de l'ouverture, Benoît de Tréglodé.
- La géopolitique vietnamienne vue de l'Eurasie : quelles leçons de la troisième guerre d'Indochine pour aujourd'hui ? Christopher Goscha.
- La maritimisation de l'économie vietnamienne : un facteur exacerbant les conflits entre le Viêt Nam et la Chine en mer de Chine méridionale ? Nathalie Fau.
- Le Viêt Nam et PASEAN : dépasser la stratégie de l'utilitaire, Sophie Boisseau du Rocher.
- Le Viêt Nam et le grand tournant post-1989 : témoignage, Entretien avec Claude Blanchemaison réalisé par Jean-Luc Racine
- Le Viêt Nam sera-t-il le meilleur allié des États-Unis en Asie ? Pierre Grosser.
- Les relations ambivalentes entre l'État-parti vietnamien et les Vietnamiens de l'étranger, Pierre Journoud.
- Géopolitique des religions au Viêt Nam. Les voies multipolaires d'une société civile confessionnelle, Jérémy Jammes et Paul Sorrentino.
- La cybersécurité au Viêt Nam : formulation et mise en œuvre d'une nouvelle stratégie, Candice Trân Dai.
- Géopolitique des ressources naturelles et énergétiques au Viêt Nam : un ancrage économiquement viable ? Eric Mottet et Frédéric Lasserre.
- Viêt Nam : les « nouveaux territoires » d'une modernisation inégalitaire, Christophe Gironde et Olivier Tessier.
- Gestion foncière métropolitaine et confrontations entre société villageoise et État/province (delta du fleuve Rouge), Sylvie Fanchette.